

des pays du Tiers monde. Il n'est pas moins évident que nous serons dans l'obligation absolue de fournir cet effort durant les dix prochaines années.

En ce qui concerne les pays les plus pauvres, dont la misère ne cesse de croître, nous devons déployer de plus grands efforts pour leur assurer un minimum de sécurité économique ainsi que les transferts de capitaux qui sont indispensables à leur développement économique.

Quant à ces pays du Tiers monde qui sont sur la voie de l'industrialisation, les pays de l'hémisphère nord doivent faire preuve d'imagination et de courage pour nouer avec eux des liens commerciaux qui seront à notre avantage mutuel. Car cela conduira de part et d'autre non seulement à une amélioration de notre situation économique, mais à un enrichissement de notre vie sociale et culturelle.

Je me réjouis que le gouvernement ait manifesté l'intention de mettre la question des relations Nord-Sud à l'ordre du jour du Sommet économique. Je suis cependant consternée qu'il ait tardé aussi longtemps à manifester son intérêt pour cette question. Elle figure à l'ordre du jour international, ou du moins à l'ordre du jour des pays du Sud depuis que le premier ministre exerce ses fonctions actuelles. Bien qu'elle se manifeste tardivement, cette marque d'intérêt est la bienvenue.

Cependant—et je le dis avec le plus grand sérieux—il ne suffit pas qu'il aille à Lagos, à Brasilia et à Alger pour s'entretenir de cette question, quelque importantes que soient ces visites. Mais quand s'en est-il expliqué devant l'ouvrier métallurgiste de Hamilton, la ménagère de Regina ou l'ouvrier du textile de Shawinigan? C'est ici même dans le pays que le plus gros effort de promotion reste à faire, et cette tâche a été largement négligée jusqu'à présent.

En décidant de faire des questions Nord-Sud l'un des axes de notre politique étrangère durant la décennie à venir, nous délimitons du coup les domaines dans lesquels nous avons l'intention de concentrer nos efforts. Dans mes propos d'aujourd'hui, j'ai essayé de faire ressortir certains de ces secteurs. Il devrait être clair que notre politique étrangère ne peut se résumer à une série d'initiatives bien intentionnées et procédant de nobles préoccupations. Nous devons protéger nos intérêts économiques et notre sécurité par une étroite coopération avec nos alliés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord dont les préoccupations sont semblables aux nôtres. Nous devons veiller à prendre des mesures appropriées pour jouer notre rôle dans ces activités menées de concert entre alliés car elles déterminent le but commun et les intérêts communs de l'Ouest.

D'un autre côté, chaque État, quel que soit son degré de participation à l'alliance, doit avoir la possibilité d'analyser les grandes questions de politique internationale qui vont se poser et d'y répondre. Chaque membre de l'alliance doit être libre de choisir les domaines dans lesquels il a l'intention d'exercer un rôle de chef de file et de mettre en pratique de nouvelles idées.

Aujourd'hui j'ai essayé de suggérer les directions que doit adopter le Canada. Nous devons veiller à nous faire entendre clairement et de façon persistante dans nos efforts pour aboutir à notre objectif final qui est celui du contrôle des armements et de la réduction des risques de recours aux armes nucléaires. Nous devrions accepter de jouer le rôle de chef de file afin d'aboutir à un contrôle plus strict de la prolifération

des armes nucléaires sous le couvert de la technologie nucléaire à fins civiles.

J'ai rappelé que l'intérêt traditionnel que nous portons aux droits de la personne doit s'appliquer sans exception aucune à tous les États, y compris le nôtre. Et comme beaucoup d'autres, j'approuve sans réserves les initiatives et les politiques à long terme qui réduiront l'écart entre les pays riches et pauvres de la planète. En mettant l'accent sur ces initiatives je n'ignore pas pour autant l'importance de notre contribution militaire à la défense de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord et je n'ignore pas non plus l'importance que revêt la protection de nos intérêts nationaux.

Mais si nous nous donnons aussi la possibilité de poursuivre une politique internationaliste, non seulement nous ressusciterons la politique étrangère honorable que le Canada a eue pendant longtemps, mais nous jetterons les bases d'un appui populaire en faveur de la politique étrangère et nous nous gagnerons peut-être aussi l'admiration des autres États.

Monsieur l'Orateur, je voudrais relever un passage du rapport du groupe de travail:

Il n'appartient pas aux seuls gouvernements de montrer la voie. Le leadership doit être le fait de tous les Canadiens. La coopération internationale doit faire partie de nos préoccupations quotidiennes.

Je souscris pleinement à cette idée, de même qu'à la recommandation parallèle selon laquelle le Parlement doit, de façon permanente, jouer un rôle actif dans la surveillance et l'évaluation de la politique étrangère. L'époque où l'on pouvait abandonner la politique étrangère aux ukases de bureaucrates anonymes est bien révolue. Le succès de la politique repose maintenant sur la coopération et l'appui de nombreux particuliers et groupes privés. C'est l'attitude que j'ai adoptée comme ministre quand j'ai entrepris de faire revoir la politique extérieure à l'intérieur du système parlementaire.

Comme le groupe de travail l'a si bien démontré, les Canadiens, particuliers et groupes, ont trouvé, dans la présentation de témoignages aux comités du Parlement, un moyen d'exprimer leurs vues. Quant au sous-comité des affaires latino-américaines, monsieur l'Orateur, j'espère qu'il pourra poursuivre son travail et qu'il deviendra un élément essentiel du renouvellement de notre politique étrangère.

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'ai été très heureuse que ce soit le premier ministre (M. Trudeau) qui ouvre le débat aujourd'hui, le deuxième débat sur la politique extérieure tenu à la Chambre depuis dix ans. C'est seulement le deuxième. Je regrette énormément qu'il n'ait pas donné au sujet la même attention et réflexion rigoureuses qu'il avait manifestement accordées à son discours sur la constitution ici à la Chambre. Je ne pense pas que ce soit parce que le premier ministre ne s'intéresse pas à la politique extérieure, au contraire. C'est probablement parce que ni lui ni le gouvernement n'ont encore décidé quelle voie le Canada empruntera. Je suis certaine que tout le monde au secrétariat d'État aux Affaires extérieures aurait été aussi reconnaissant que moi si le premier ministre ne s'en était pas tenu à de vagues généralités sur la politique extérieure du Canada quand il a parlé des relations Est-Ouest, Nord-Sud ou des deux en même temps.

J'ai été bien désolée, en écoutant le député de Kingston et les Îles (M^{re} MacDonald), de constater que tant le parti ministériel que l'opposition officielle étaient capables d'une éloquence sans pareille mais qu'ils ne faisaient rien de concret,